

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Le-plus-grand-vol-de-l-histoire-des-Etats-Unis>

Le plus grand vol de l'histoire des États-Unis

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -

Date de mise en ligne : mercredi 13 avril 2011

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Cela pourrait être le plus grand vol de l'histoire, plus lucratif que les vols les plus fameux de bijoux, d'oeuvres d'art, de banques, d'or ; le plus audacieux et le mieux planifié et jamais exécuté, bien au-delà du maximum imaginé dans les romans et les films, et, jusqu'à aujourd'hui, aucun des responsables n'a été arrêté ni encore moins, jugé.

Pour le moment, c'était le crime parfait. Ce vol continue aujourd'hui, à la face et à la vue de tous, et les responsables et leurs complices ne sont même pas cachés, n'ont pas pris d'autres identités. Presque tout ce qu'ils ont fait est public et connu.

Les documentalistes les plus connus et primés du pays l'ont saisi. Michael Moore a affirmé que devant toute la rhétorique politique sur le fait qu'il faut faire des ajustements pour réduire le déficit et la dette gouvernementale, le fait est qu'il n'y a aucune banqueroute à affronter, puisque « le pays est inondé de richesse et de *cash*. C'est seulement qu'il n'est pas entre vos mains. Il a été transféré, dans le plus grande braquage de l'histoire, des travailleurs et consommateurs vers les banques et les portefeuilles des super riches ».

Charles Ferguson a été récompensé par l'Oscar du meilleur documentaire cette année, *Inside Job*, qui explique les manoeuvres des financiers, des patrons des entreprises, politiques et économistes qui ont mené à la crise économique la plus sévère depuis la grande dépression. Après avoir prononcé son bref discours d'acceptation devant des millions de téléspectateurs dans le monde, il a dit qu'il avait une chose à dire : que de tous les responsables de cette catastrophe qui a causé tant de problèmes aux gens « un seul patron de la finance a été emprisonné, et ceci n'est pas bien ».

De quelle taille est ce vol ? L'économiste prix Nobel Joseph Stiglitz synthétise : un pour cent des étasuniens contrôlent maintenant 40% de la richesse des États-Unis, et chaque année ils perçoivent un quart du revenu national. Leurs revenus ont augmenté de 18% pendant la dernière décennie, tandis que ceux qui ont des revenus moyens ont vu leurs revenus réduits. Il affirme que toute la croissance économique au cours des dernières décennies a seulement fait du bien aux plus riches, transformant ce pays, dans des termes d'inégalité de revenus, dans l'un des pires du monde avancé, plutôt aux niveaux de la Russie et de l'Iran.

Dans un article récent dans *Vanity Fair*, Stiglitz remarque que les dirigeants qui ont aidé à provoquer la récession des trois dernières années, et dont la contribution à la société a été immensément négative, ont été récompensés de leur travail par d'énormes bonus.

En fait, les revenus en salaires, bonus et actions pour les cadres dirigeants se sont envolés à des niveaux supérieurs aux temps précédents la récession, qui pour eux étaient déjà glorieux. Le revenu moyen du top management dans les 200 principales entreprises du pays a été de 9.6 millions de dollars par an en 2010, une augmentation de 12 % par rapport à 2009, selon le *New York Time*. Dans la liste des mieux payés, le premier est Philippe Dauman, de *Viacom*, dont le revenu a été de 84.5 millions de dollars ; les autres dans la liste sont Ray Irani, d'*Occidental Petroleum*, avec un revenu de 76.1 millions (une augmentation de 142% comparée à sa rémunération en 2009), et Lawrence Ellison, d'*Oracle*, avec 70.1 millions. Plusieurs autres ont eu des augmentations de revenus de plus de 200 %.

En clair, les grandes entreprises des États-Unis fêtent leurs prospérité tandis que presque tous les autres continuent de souffrir les effets de la crise (des millions de gens au chômage et perdant leur logement et un sur sept souffre « d'insécurité alimentaire »). Les bénéfices au quatrième trimestre de 2010 ont augmenté 29.2 %, la croissance la plus

forte en 60 ans.

Ainsi, peu de temps après avoir été brièvement interrompue par la pire crise économique, la grande rapine continue.

Comment permet-on un détournement de cette dimension ? Stiglitz explique notamment que le pays, au lieu d'avoir, selon la fameuse phrase d'Abraham Lincoln, un « gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple », est maintenant « d'un pour cent, par l'un pour cent, pour l'un pour cent (le titre de son article) ».

Il rappelle que « virtuellement tous les sénateurs étasuniens et la majorité des représentants à la Chambre sont membres de l'un pour cent le plus riche quand ils arrivent, sont maintenus dans leurs postes par l'argent de l'un pour cent le plus riche, et savent que s'ils servent bien à l'un pour cent de là-haut, ils seront récompensés par l'un pour cent le plus riche quand ils laisseront leurs postes ». De plus, il indique, qu'en grand partie les responsables des politiques commerciales et économiques de l'exécutif proviennent aussi des files de ce un pour cent le plus riche.

Avec cela, le grand patronat et ses complices politiques ont réussi à étendre le pouvoir patronal à des niveaux extraordinaires, tant par des jugements récents dans la Cour Suprême qui annule les restrictions sur leur participation financière dans des scrutins électoraux, avec des triomphes législatifs constants dans presque tous les secteurs les entreprises ont désiré provoquer des changements à leur avantage, comme aussi au niveau international, dans les accords commerciaux qui privilégient les intérêts des entreprises sur des normes en matière de travail et d'environnement.

Il n'est pas surprenant, alors, que tandis que le Congrès et la Maison Blanche, mais aussi les gouvernements étatiques et municipaux, débattent de combien tailler dans les services sociaux pour les plus nécessiteux et renvoyer des milliers d'enseignants, infirmières et jusqu'aux pompiers, presque personne n'ose proposer des impôts plus élevés pour les plus riches et les entreprises, encore moins les poursuivre pour fraudes, vols et corruption du processus politique (chose de plus en plus légalisée). Au contraire : on parle de réduire encore plus leurs charges fiscales, bien que certains ne paient rien : l'une des entreprises les plus prospères et grandes du monde, *Général Electric*, qui a réalisé des milliers de millions des bénéfices, a payé exactement zéro impôt au trésor public l'année dernière.

Quand un citoyen, peut-être chômeur, qui a faim, décide de voler une banque ou une entreprise, il sait qu'il risque aussi la possibilité quasi sûre d'être emprisonné. Mais il semble qu'ici, aux États-Unis, quand une banque ou une entreprise, un dirigeant, décide de voler, frauder, corrompre, et de manipuler le public, il ne risque aucune conséquence.

C'est le crime parfait. Pour l'instant...

[La Jornada](#) . Mexique, le 11 avril 2011.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

[El Correo](#). Paris le 13 avril 2011.